

Enquête publique sur les changements climatiques

Compléments aux graphiques

Les résultats de l'enquête sont analysés d'après le nombre de variables "explicatives" pouvant influencer le comportement, à savoir informer, sensibiliser, motiver et les leviers. Les résultats sont ensuite décrits en ce qui concerne l'aspect du comportement.

Le chiffre (x) réfère au numéro des graphiques de la présentation powerpoint (version longue).

1 – CONNAISSANCES ET INFORMATIONS

1. Connaissance de la politique (Protocole de Kyoto et aides financières)

(9) – Qu'est ce que le Protocole de Kyoto ?

Une grande majorité (près de 9 Belges sur 10) rattache le concept avec les "matières liées à l'air", telles que la pollution atmosphérique, le trou dans la couche d'ozone ou – dans une moindre mesure – avec les changements climatiques. En soi, cela n'est pas illogique, vu que, par exemple, la pollution atmosphérique entraîne généralement des émissions de gaz à effet de serre, ce qui conduit à un changement climatique. Les deux autres réponses les plus citées sont également liées à des problématiques: les pics d'ozone et les pluies acides. "Kyoto" est donc sans doute un concept cadre pour l'environnement en général.

Davantage de répondants des grandes villes (86%), d'hommes (83%) et de (non)-universitaires (85%-91%) donnent la réponse correcte par rapport aux Belges en général (78%). Les répondants des petites localités (73%), les femmes (73%), les 66-75 ans (69%) et les personnes ayant un faible niveau d'éducation (56%) obtiennent de résultats plus faibles.

(10) – Familiarité avec le Protocole de Kyoto

A la question « êtes-vous familiarisé avec ce Protocole », près de la moitié des Belges répond "entre les deux". Il existe des différences régionales: les Bruxellois semblent être plus familiarisés: 21% répondent (très) familiarisé contre 13% en général. Les Flamands sont moins familiarisés: 48 % déclarent n'être (pas du tout) familiarisés, contre 38% en général. En Région wallonne, la situation est indécise: 56 % choisissent "entre les deux", contre 46% en général.

(11) – Connaissances en ce qui concerne les aides financières

Après sélection de l'ensemble des personnes qui n'habitent pas à leur domicile et qui sont propriétaires de leur logement (ou propriétaire d'une voiture), il ressort que près de la moitié d'entre elles sait qu'il existe des mesures de soutien pour isolation du toit et le vitrage à haut rendement, et plus d'un tiers sait que cela vaut également pour les chaudières à haut rendement et les chauffe-eau solaires. Il existe toutefois des divergences importantes:

Les habitants de Bruxelles sont beaucoup moins bien informés des aides octroyées pour l'isolation du toit (seulement 33%), le vitrage à haut rendement (37%) et les chaudières à haut rendement (19%!).

Les répondants de la classe d'âge 26-35 ans sont mieux informés, sans doute parce que cela correspond avec une phase de la vie où on investit dans un logement.

Les personnes ayant un faible niveau d'éducation (enseignement primaire) sont considérablement mieux informées (48% contre 32%) en ce qui concerne les aides aux véhicules à faible consommation énergétique, les personnes ayant un niveau élevé d'éducation (universitaire et non universitaire) le sont beaucoup moins (25%).

2. Connaissance de la problématique

(12-13) – Causes du changement climatique

Environ 90% des Belges déclarent que l'émission de gaz par l'industrie, les voitures et les gaz à effets de serre contribuent (très fortement) au changement climatique.

Plus le répondant est âgé, moins il est d'avis que l'émission des gaz à effet de serre y contribue (82% des 65-75 ans contre 92% des 16-25 ans).
Les personnes ayant un niveau plus faible d'éducation pensent que les voitures (82%) et les gaz à effet de serre (76%) y contribuent (très fortement).
Près de la moitié (49%) donne la réponse fautive "pluies acides" (55% des femmes, 35% des universitaires)
Seulement 37% déclarent que l'utilisation de l'électricité y contribue (très fortement) (universitaires: 47%)

Les répondants qui se disent être (très) familiarisés avec le Protocole de Kyoto obtiennent en général un score qui n'est pas beaucoup plus élevé que ceux qui ne se considèrent pas (du tout) familiarisés en la matière. En général, une telle comparaison n'apporte que peu d'informations.

(14) – Conséquences du changement climatique

Ce graphique montre clairement que les conséquences du changement climatique sont, de manière générale, très bien connues, et surtout la fonte de la calotte glaciaire, les inondations plus fréquentes, les ouragans plus nombreux, les vagues de chaleur plus fréquentes et l'élévation du niveau de la mer.

3. Informations sur la politique

(15) – Sources d'information concernant les aides financières

- Il existe d'importantes divergences régionales, les habitants de la Région wallonne recherchent davantage d'informations que la moyenne, par le biais de conversations (59%), de la TV (62%) ou de la radio (42%), mais moins par le biais des sites web (20%).
- Les soirées d'information touchent davantage de personnes dans les villes (31%) que dans les régions rurales (18%).
- L'utilisation de la TV et de la radio dans un but de recherche d'information diminue avec le niveau d'éducation et l'utilisation de brochures, sites web, et les pouvoirs publics augmente.
- L'utilisation de journaux, de périodiques, de la TV et de la radio augmente avec l'âge, mais l'utilisation de brochures, de sites web et de l'enseignement diminue.

4. Informations sur la problématique

(16) – Canaux d'information actuels et futurs sur le changement climatique

Actuellement, les media (surtout la TV mais également la radio et les journaux) sont les sources d'information les plus importantes, suivi des périodiques et des conversations personnelles. Cependant, il sera de plus en plus question, à l'avenir, d'informations diffusées entre autres par le biais de brochures spécifiques, de l'enseignement et des sites web.

Par rapport à la moyenne, les Wallons recherchent effectivement davantage d'informations via la TV, les expositions et les soirées d'information (78%!), tandis que les Flamands utilisent moins ces deux derniers canaux (chaque fois 4%).

Par rapport à la moyenne, les soirées d'information sont davantage fréquentées dans les villes (40%), et moins dans les régions rurales (24%).

L'utilisation des journaux, périodiques et soirées d'information augmente avec le niveau d'éducation.

L'utilisation de la radio et des livres augmente avec l'âge mais l'intérêt pour les sites web et l'enseignement diminue.

(17-18) – Confiance dans les sources d'information

On observe une divergence marquée entre les trois groupes de sources d'information concernant le changement climatique, qui bénéficient d'un taux de confiance différent auprès du grand public. Les Belges se fient le plus à des sources indépendantes, telles que les scientifiques, les associations environnementales, l'enseignement et également la presse. Elles sont suivies par les instances publiques européennes et belges. Les sources plus subjectives, comme les partis politiques, les syndicats et les employeurs, et l'industrie, obtiennent les scores les plus faibles.

(18) L'administration bruxelloise obtient un score considérablement plus bas (18%) par rapport à la moyenne (31%).

D'avantage de jeunes, moins de personnes âgées et davantage d'universitaires ont confiance dans les pouvoirs publics.

Les résultats pour la Flandre, reportés sur un graphique reprenant également les résultats de l'étude APS de 2002 (effectuée exclusivement en Flandre), montrent que le Flamand a davantage confiance dans la presse flamande et dans la Commission européenne en tant que sources d'information sur le changement climatique, que dans les sources d'information générales, alors que les syndicats et les employeurs obtiennent un score plus faible sur ce plan. Les deux études ont montré un niveau de confiance élevé dans l'enseignement.

EXPERIENCE SUBJECTIVE (Représentation et engagement)

(20-21) - La représentation du phénomène de changement climatique

Une grande majorité (70%) des Belges est convaincue que le changement climatique ne constitue pas un phénomène naturel, que l'activité humaine en est à la base (57%), que le changement climatique constitue une grave menace pour la vie quotidienne (57%) et que les effets sont déjà perceptibles en Belgique (65%).

Les Flamand semblent être moins anxieux que les Wallons: davantage de Flamands (14%) sont convaincus que le changement climatique est un phénomène naturel, pour un plus petit nombre de Flamand, les effets sont déjà perceptibles en Belgique (60% contre 72% des Wallons) ou le changement climatique constitue une menace (45% contre 77% des Wallons).

Plus le répondant est âgé, plus il est convaincu que le changement climatique est un phénomène naturel (21% des 66-75 ans, contre 8% des 16-25 ans), et moins il pense que les effets sont déjà perceptibles en Belgique (56% des 66-75 ans, contre 70% des 16-25 ans).

Le niveau d'éducation a uniquement un effet sur le nombre de répondants qui considèrent le changement climatique comme étant un phénomène naturel (6% des personnes titulaires d'un diplôme universitaire, contre 30% des personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire).

Trois-quarts de la population est (tout à fait) d'accord avec l'affirmation selon laquelle le changement climatique s'inscrit dans un phénomène plus global.

Ce pourcentage est plus élevé en Wallonie (78%) et à Bruxelles (77%) qu'en Flandre (70%), et plus élevé chez les jeunes de 16-25 ans que chez les personnes de 65-75 ans (78% contre 67%), et chez les universitaires que chez les personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (89% contre 63%).

(22) – Représentation concernant la localisation des causes et des conséquences

Environ la moitié des Belges a conscience du fait que les pays occidentaux industrialisés sont les principaux responsables du changement climatique, mais seul un quart sait que ce sont surtout les pays en voie de développement du sud qui seront confrontés aux conséquences que cela comporte.

Sur ce plan, il n'y a pas de divergence entre les régions, mais les connaissances des universitaires sont clairement plus importantes (40% contre 26% pour la moyenne).

(23) – Représentation concernant les acteurs concernés

Les Belges considèrent que l'industrie est le plus grand responsable du changement climatique, suivi en deuxième lieu par le transport de marchandises, et enfin par le transport de personnes. Seuls 19% des Belges considèrent les ménages comme responsables du changement climatique.

(24-26) – Motivation pour les problèmes environnementaux et le changement climatique

(24) 80% des Belges se déclarent très préoccupés par l'environnement, mais le fait que le questionnaire soit intitulé enquête sur l'environnement aura à n'en pas douter une influence sur ce positionnement élevé. En effet, d'après l'Eurobaromètre de début 2005, la protection de l'environnement en Belgique occupe une place beaucoup plus basse (10^{ème} place).

Davantage de répondants en Wallonie (83%) déclarent être (très) préoccupés par l'environnement. Cette inquiétude est corrélée avec le niveau d'éducation (69% enseignement primaire contre 83% enseignement universitaire). De telles divergences sont également observées en ce qui concerne l'affirmation selon laquelle on se soucie davantage de l'environnement qu'il y a 5 ans.

(25) En scindant la problématique environnementale en divers thèmes, on constate que les Belges se soucient principalement de la pollution (air, eau et sol): le changement climatique occupe seulement la 7^{ème} position sur la liste. Cependant, plus de la moitié des Belges déclarent se soucier davantage du changement climatique qu'il y a 5 ans. Le changement climatique est clairement un des éléments dont le pourcentage a fortement augmenté.

Les répondants en Wallonie s'inquiètent davantage du changement climatique que les Flamands (66%), et un plus grand nombre de Wallons déclarent qu'ils s'en soucient davantage qu'il y a 5 ans. L'augmentation de cette préoccupation est corrélée avec l'âge (65% chez les 16-25 ans, contre 47% chez les 66-75 ans) et avec le niveau d'éducation (46% enseignement primaire contre 65% enseignement universitaire).

(26) 66% des Belges considèrent le changement climatique comme un problème direct, alors que 29% le considèrent plutôt comme un problème futur.

Ce sont surtout les Bruxellois (79%) et les Wallons (75%) qui pensent de la sorte. Les Flamands (59%) et les répondants titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (57%, contre 67% des universitaires) sont moins inquiets à ce sujet.

MOTIVATION (Efforts financiers et choix politiques)

(28) – Critères de choix à l'achat

En ne considérant que le critère auquel les Belges font tout d'abord attention lors de l'achat de produits, on observe que la consommation d'énergie- ou l'économie d'énergie s'applique uniquement pour l'achat de lampes et de matériel d'isolation.

Cependant, il convient de tenir également compte des critères qui arrivent en première, deuxième et troisième place, pour le choix lors de l'achat de produits. De cette façon, on obtient une position moyenne (entre 1 et 3) par produit et par critère. Plus la position est basse, plus le critère a une importance dans le choix d'achat du produit. Le cas échéant, la consommation d'énergie ou l'économie d'énergie constitue le critère de choix le plus important pour l'achat de lampes, de matériel d'isolation, de machine à laver/séchoir/lave-vaisselle, de réfrigérateur/surgélateur, de chaudière et de double vitrage.

(29) – Impôts plus élevés

Les personnes sont davantage disposées à payer plus pour les produits de luxe que pour les produits de base.

Par comparaison avec la moyenne, ce sont principalement les répondants de Bruxelles (et, dans une moindre mesure, de la Région wallonne) qui se disent prêts à payer davantage pour certains produits, et moins les Flamands. Par ailleurs, les personnes ayant un niveau plus élevé d'éducation sont plus enclines à payer davantage.

(30) – Intervention des autorités

70% des répondants souhaitent que les autorités exercent un rôle directeur, par une interdiction (36%) ou une politique de dissuasion avec un impôt plus élevé (5%) sur les produits émettant beaucoup de gaz à effet de serre (36%), ou un subside (28%) des produits qui émettent peu de gaz à effet de serre. Un quart de ces personnes considère les autorités comme une source d'information, mais le choix en la matière reste libre. Seuls 5% considèrent les impôts comme étant une solution.

Cette dernière option a davantage de poids en Wallonie (33%) qu'en Flandre (23%) ou à Bruxelles (19%). Par ailleurs, les universitaires sont plus souvent disposés à payer: 13% estiment que les autorités doivent lever des impôts (contre 5% en moyenne).

(31) – Avantages fiscaux

82% des Belges estiment qu'une augmentation de l'avantage fiscal octroyé pour des investissements en matière d'économie d'énergie dans l'habitation est (très) souhaitable. Par ailleurs, l'achat d'une voiture à plus faible consommation énergétique obtient un score élevé par rapport aux autres avantages fiscaux. Ces scores élevés sont vraisemblablement "biaisés" par le sujet de l'enquête.

Il existe d'importantes divergences régionales entre la Flandre, Bruxelles et la Wallonie, tant en ce qui concerne les mesures en matière d'économie d'énergie dans l'habitation (respectivement 78, 84 et 86%) que les véhicules à faible consommation énergétique (respectivement 63, 66 et 78%).

(32) - Subsidés

Une large majorité des Belges est d'avis que les autorités devraient octroyer des subsides pour le transport public (bien qu'il ne soit pas beaucoup utilisé en particulier) et pour les investissements lourds en matière d'énergie efficace dans l'habitation, comme les chaudières à haut rendement, l'isolation du toit, le vitrage à haut rendement, les chauffe-eau solaires ou les panneaux photovoltaïques, et pour l'achat d'électricité verte. Les investissements moins importants (appareils électriques ménagers économes en énergie, lampes à faible consommation et appareils de réglage pour le chauffage) sont moins prioritaires.

68% des Belges pensent que les autorités doivent accorder une (importante) priorité à l'octroi de subsides pour le transport. A Bruxelles, ce pourcentage s'élève même à 82%.

Par rapport aux Flamands, un plus grand nombre de répondants de la Région wallonne accorde la priorité à une série de postes: vitrage à haut rendement (80% contre 66%), chauffe-eau solaires (75% contre 60%), au thermostat d'ambiance et vannes thermostatiques (60% contre 49%). Un effet lié à l'âge est uniquement perceptible pour les chauffe-eau ou les panneaux solaires (74% chez les 16-25 ans contre 53% chez les 65-75 ans).

LEVIERS : perception des responsabilités

(34) – Evaluation des propres possibilités

70% des Belges sont convaincus que le changement climatique peut être enrayeré en modifiant notre mode de vie, mais seuls 53% estiment que leurs propres actes peuvent faire une différence.

Davantage de répondants de Bruxelles (66%) et de Wallonie (61%) sont (entièrement) d'accord avec l'affirmation que leurs propres actes peuvent faire une différence (en Flandre, seulement 46%).

Ceci vaut également pour les répondants des 5 grands centres (61%) et les personnes ayant un niveau plus élevé d'étude (64% d'universitaires), mais moins pour les jeunes (45% des 16-25 ans).

(35) – Secteurs devant fournir les efforts les plus importants

Pour 71% des personnes, l'industrie détient la plus grande part de responsabilités dans le changement climatique (transparent xx), de la même façon, 69% estiment qu'il revient à l'industrie de fournir les efforts les plus importants en la matière. Seulement 4% pensent que les ménages doivent fournir les efforts les plus importants.

Contrairement à la moyenne, les personnes ayant un niveau plus faible d'éducation (enseignement primaire: 52%) et les 66-75 ans (55%) estiment que l'industrie doit fournir les efforts les plus importants.

COMPORTEMENT

(37) – Transport

82% des personnes interrogées se disent prêtes à utiliser des biocarburants. Il est frappant de constater que seulement 1 Belge sur trois utilise régulièrement les transports en commun.

Sur le plan régional: on utilise davantage les transports en commun en Flandre (38%) et à Bruxelles (44,32%) qu'en Wallonie (29%); les personnes qui remplacent la voiture par le vélo ou la marche sont moins nombreuses en Wallonie (45%) qu'en Flandre (64%) et à Bruxelles (61%); l'achat de biocarburant est plus élevé en Wallonie (89%) qu'en Flandre (78%) et à Bruxelles (79%).

Pour ce qui est de l'**âge**: les 66-75 ans adaptent davantage leur conduite et achètent délibérément une voiture à plus faible consommation énergétique que les 16-25 ans (78 contre 52%, et 58 contre 42%) et prennent plus régulièrement les transports en commun que les 26-35 ans (41 contre 29%).

Niveau d'instruction: les personnes ayant fait des études supérieures pratiquent moins le co-voiturage (43% pour les universitaires contre 55% pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire) et adaptent moins leur conduite (64% pour les universitaires contre 85% pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire).

(38) – Ménage

Chez elles, les personnes interrogées ont un comportement nettement moins respectueux de l'environnement, sauf pour ce qui est du tri des déchets, puisque 80% d'entre elles indiquent qu'elles continueraient à trier leurs déchets si ce n'était plus obligatoire.

Différences régionales: un plus grand nombre de Flamands (50%) que de Bruxellois (44%) ou de Wallons (36%) sont attentifs à la possibilité de recycler les emballages lorsqu'ils font leurs achats. Les Bruxellois sont les champions de l'achat de produits issus de l'agriculture biologique (43%) et du commerce équitable (40%), alors que ce nombre est respectivement en Flandre de 33% et 39%, et en Wallonie de 24% et 24%.

L'effet lié à l'âge est le plus marqué pour les économies d'eau : 31% des 26-35 ans contre 85% des 66-75 ans.

Les personnes ayant fait des **études** supérieures sont plus souvent (tout à fait) d'accord avec l'affirmation qu'ils achètent régulièrement des produits issus de l'agriculture biologique (44% d'universitaires) et du commerce équitable (44%) que les personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (25% et 35%).

(39) - Habitation

Les Belges disent faire de nombreux efforts sur le plan des économies d'énergie, même si les chiffres semblent trop élevés pour être réalistes. Il n'y a que pour l'utilisation d'électricité verte et d'énergie solaire que les chiffres sont très bas.

Les Bruxellois et les Wallons font preuve d'un comportement plus attentif à l'énergie pour leur habitation. Ils sont respectivement

- 92% et 82% à avoir amélioré l'isolation de leur habitation contre 76% des Flamands.
- 79% et 83% à avoir amélioré l'efficacité de leur système de chauffage, contre 69% des Flamands.
- 79% et 82% à avoir réduit leurs frais de chauffage, contre 70% des Flamands.
- 31% et 24% à utiliser de l'énergie solaire, contre 15% des Flamands.

La **tranche d'âge des 66-75 ans** se distingue positivement en ce qui concerne la diminution des frais de chauffage (83% contre 75% en moyenne), mais négativement pour ce qui est de l'isolation de leur habitation (69% contre 79%) et de l'achat d'appareils à faible consommation énergétique (62% contre 75%).

(40) – Aide financière

En fonction de l'aide financière reçue, on constate une différence dans la proportion des personnes "qui sont informées et utilisent" et celles "qui sont informées, mais n'utilisent pas", par exemple du vitrage à haut rendement (50% / 21%) ou un chauffe-eau solaire (38% / 3%).

Par comparaison avec la moyenne générale, le nombre de participants wallons informés des aides octroyées pour adapter son habitation, mais qui n'y ont pas recours, est significativement moins élevé. Ce même constat s'applique également aux Wallons et aux participants des grandes agglomérations en ce qui concerne les aides dont ils peuvent bénéficier pour les véhicules à faible consommation énergétique.